

PREFET DU LOIRET

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement

A Orléans, le 19 mai 2017

Unité départementale du Loiret

**Installations classées**

-----  
**Société Ferme Eolienne des Breuils**  
**Aschères-le-Marché**  
-----

**Rapport de présentation d'une demande  
d'autorisation unique d'un parc éolien**

***Rapport de l'inspection des installations classées***

Par lettre déposée en préfecture du Loiret, le 9 septembre 2016, Monsieur Patrick BESSIERES, agissant en qualité de gérant de la Société FERME EOLIENNE DES BREUILS, a sollicité une autorisation unique pour le projet de parc éolien des Breuils, implanté sur le territoire de la commune d'Aschères-le-Marché (45).

À l'appui de sa demande, le pétitionnaire a joint un dossier comprenant notamment un document descriptif, une étude d'impact, des études paysagère, acoustique et biologique, une étude de dangers et un projet architectural.

Le dossier de demande a été reconnu formellement recevable le 18 novembre 2016 par la préfecture du Loiret.

**L'objet du présent rapport est de présenter le dossier devant les membres de la CDNPS (commission des sites et paysages) et de proposer au préfet du Loiret les suites qu'il convient de donner à cette demande.**

*Les demandes d'autorisation au titre de l'ordonnance n° 2014-355 du 20 mars 2014 régulièrement déposées avant le 1<sup>er</sup> mars 2017 sont instruites et délivrées selon les dispositions législatives et réglementaires dans leur rédaction antérieure à l'entrée en vigueur de l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 ; après leur délivrance, le régime prévu par le titre VIII du livre I<sup>er</sup> du code de l'environnement leur est applicable.*

## Sommaire du rapport

<b>1 - Objet de la demande.....</b>	<b>3</b>
Contexte réglementaire hors ICPE.....	3
Situation de l'établissement au regard de la législation ICPE.....	3
Le demandeur.....	4
Description de l'établissement.....	4
Principe de fonctionnement.....	6
Cadre administratif de l'instruction.....	6
Contraintes d'implantation.....	7
<b>2 - Procédure d'instruction.....</b>	<b>7</b>
Accords et avis consultatifs obligatoires.....	7
Avis de l'autorité environnementale.....	8
Déroulé de l'enquête publique.....	9
Réponses apportées par le pétitionnaire.....	10
Avis du commissaire enquêteur.....	12
Avis des conseils municipaux.....	12
Avis des services consultés.....	13
<b>3 - Mesures prises pour préserver l'environnement du site.....</b>	<b>13</b>
Impacts sur l'air.....	13
Impacts sur les eaux superficielles.....	14
Impacts sur les eaux souterraines.....	14
Impacts sur les sols et le sous-sol.....	14
Impacts liés aux déchets.....	14
Impacts liés au bruit.....	15
Impacts liés aux vibrations.....	15
Impacts liés aux ondes électromagnétiques.....	15
Impacts liés aux effets stroboscopiques.....	15
Impacts sur le paysage et le patrimoine.....	15
Impacts sur la faune.....	16
Risques accidentels liés au projet.....	16
Conditions de remise en état.....	17
Dispositions retenues dans le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation.....	18
Propositions supplémentaires introduites dans l'arrêté par les services instructeurs.....	18
<b>4 - Avis des services instructeurs.....</b>	<b>19</b>
Autorisation au titre du code de l'urbanisme (permis de construire).....	19
Autorisation au titre du code de l'énergie.....	19
Autorisation ICPE au titre du code de l'environnement.....	19
<b>5 - Conclusion et propositions de l'inspection.....</b>	<b>20</b>

## 1 - Objet de la demande

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation unique prévue par l'ordonnance n°2014-355 du 20 mars 2014.

Cette demande d'autorisation unique vaut :

- demande d'autorisation d'exploiter au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;
- demande de permis de construire au titre du code de l'urbanisme ;
- demande d'autorisation d'exploiter au titre du code de l'énergie.

## Contexte réglementaire hors ICPE

Indépendant des pièces exigibles dans le cadre de l'autorisation d'exploiter une ICPE :

- la lettre de demande d'autorisation unique doit préciser :
  - l'identité de l'architecte auteur du projet, sauf dans les cas prévus à l'article R.\* 431-2 du code de l'urbanisme et si les travaux nécessitent des démolitions soumises à permis de démolir ;
  - la destination des constructions, par référence aux différentes destinations définies à l'article R.\* 123-9 du code de l'urbanisme ;
  - la surface de plancher des constructions projetées, s'il y a lieu répartie selon les différentes destinations définies à l'article R.\* 123-9 du code de l'urbanisme ;
- le dossier accompagnant la demande d'autorisation unique doit comporter :
  - le projet architectural mentionné au b de l'article R.\* 431-7 du code de l'urbanisme ;
  - la déclaration des éléments nécessaires au calcul des impositions, prévue au h de l'article R.\* 431-5 du code de l'urbanisme, par commune concernée ;
- l'étude d'impact doit préciser les caractéristiques du parc éolien, notamment sa capacité de production, les techniques utilisées, ses rendements énergétiques et les durées prévues de fonctionnement ;
- l'étude de dangers doit comporter les éléments justifiant de la conformité des liaisons électriques intérieures avec la réglementation technique en vigueur.

## Situation de l'établissement au regard de la législation ICPE

L'installation projetée relève du régime de l'autorisation prévue à l'article L. 512-1 du code de l'environnement au titre de la rubrique suivante :

Rubrique et alinéa	Libellé de la rubrique (activité)	Régime	Nature de l'installation
2980-1	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs, comprenant au moins un aérogénérateur dont la hauteur de mât est supérieure ou égale à 50 m.	A	<b>4 aérogénérateurs</b> de type SENVION 3.4M114NES, d'une puissance unitaire de 3,4 MW, d'une hauteur maximale de mât de 90 m, d'un rotor de diamètre 114 m (hauteur totale maximale en bout de pale de 147 m) <sup>1</sup> 1 poste de livraison

A : installation soumise à autorisation

1/ Selon courrier du pétitionnaire, transmis le 18 mai 2017 au préfet, la hauteur de mât de l'éolienne E03 est réduite à 79 m (hauteur totale en bout de pale de 136 m), cf. page 16 du présent rapport (Impacts sur le paysage et le patrimoine).

La SARL Ferme Eolienne des Breuils, dont le siège social est situé 2 rue du Libre Echange, CS 95893, 31506 TOULOUSE Cedex 5, est propriété de la société ABO Wind.

ABO Wind SARL (ABO Wind France) est filiale à 100 % d'ABO Wind AG (ABO Wind Allemagne), société par actions de droit allemand. ABO Wind France travaille sur son marché dans le cadre de contrats intra-groupes par lesquels ABO Wind Groupe prend les risques du développement. De plus, des conventions de trésorerie intra-groupes permettent à ABO Wind France d'avoir accès aux liquidités d'ABO Wind Groupe pour ses propres opérations.

Jusqu'à l'obtention des autorisations, ABO Wind France utilise les capacités financières d'ABO Wind Group pour développer le projet éolien. Le financement envisagé pour le pétitionnaire fait apparaître un montant total d'investissement de 25 641 000 € répartis entre des apports en fonds propres de 25 % et des emprunts pour 75 %.

La société Ferme Eolienne des Breuils n'est pas propriétaire des terrains sur lesquels les aérogénérateurs doivent être implantés, mais le pétitionnaire a recueilli toutes les autorisations et accords des propriétaires des parcelles concernées notamment sur leur remise en état après exploitation.

## L'installation

- 4 aérogénérateurs de type 3.4M114NES, du constructeur SENVION, d'une puissance unitaire de 3,4 MW (puissance nominale du parc éolien de 13,6 MW), d'une hauteur maximale de mât de 90 m, d'un rotor de diamètre 114 m, soit une hauteur totale maximale en bout de pale de 147 m ;
- 1 poste de livraison (PDL), implanté entre les aérogénérateurs n°1 et 3.



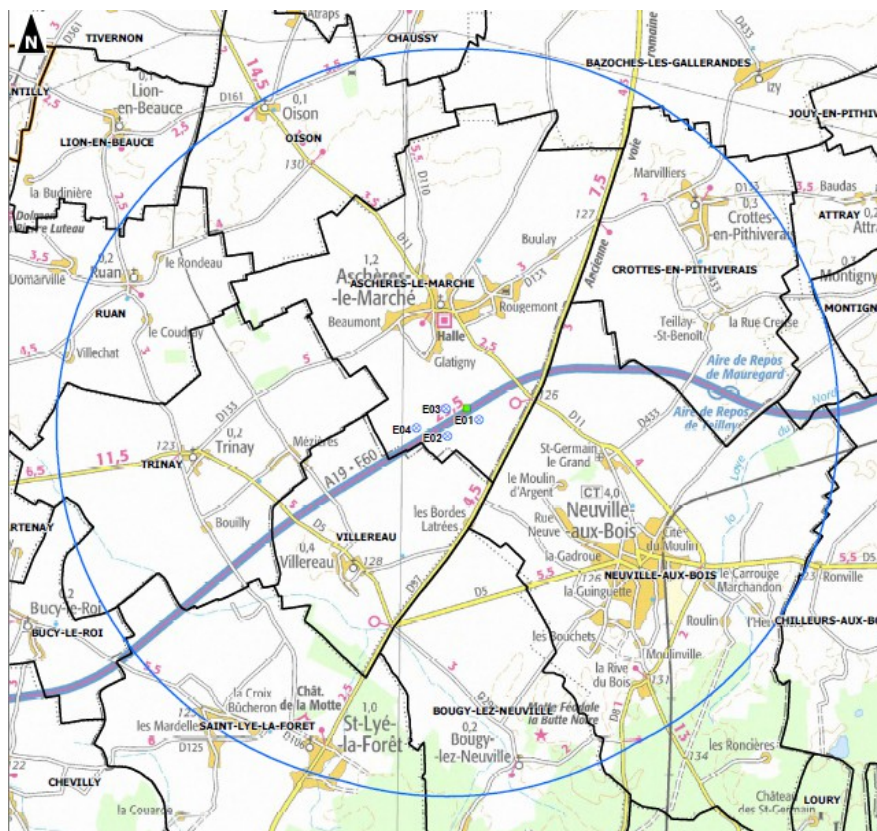
Le parc éolien, d'une puissance totale de 13,6 MW, permettra la production annuelle estimée de 35 500 MWh selon le pétitionnaire. Le poste source électrique de TIVERNON ou celui de PITHIVIERS doivent permettre l'injection du courant produit par les éoliennes sur le réseau public électrique national. Le raccordement sera réalisé, le cas échéant, de façon souterraine le long des routes, et géré par ENEDIS (anciennement ERDF), qui détermineront l'itinéraire de raccordement et le choix du poste de raccordement. Les coûts inhérents à ce raccordement sont à la charge du pétitionnaire.

Les mâts de chaque éolienne seront fixés au sol par une lourde semelle en béton, fondation qui assurera l'ancrage et la stabilité des aérogénérateurs. Au pied de chaque éolienne se trouvera une plate-forme de grutage permanente. Une piste d'accès à créer permettra de rejoindre les machines et de circuler sur le site. Le poste de livraison sera entouré d'une aire de stationnement.

Avec une emprise de 1 300 à 1 600 m<sup>2</sup> selon les éoliennes, et 185 m<sup>2</sup> pour le poste de livraison, l'ensemble des plate-formes représentera, le cas échéant, une superficie d'environ 5 650 m<sup>2</sup> sur l'ensemble du parc. L'emprise des chemins à créer, élargir ou renforcer représenterait une surface d'environ 20 000 m<sup>2</sup>.

### L'implantation

Le projet de parc éolien est prévu dans le département du Loiret (45), sur la commune d'Aschères-le-Marché, située à une vingtaine de kilomètres au nord-est d'Orléans et au sud-ouest de Pithiviers.



Le projet se situe dans l'unité paysagère de la Beauce, au Nord du massif orléanais et à l'Ouest du Gâtinais. Ces unités se caractérisent pour :

- la Beauce par paysage ample, très ouvert, d'une grande planéité, où les rares arbres accompagnent les silhouettes compactes des villages disséminés à intervalles réguliers. Principalement vouée aux grandes cultures, la Beauce offre des vues larges et lointaines, dans lesquels les éléments verticaux se singularisent au sein de panoramas marqués par l'horizontalité : villages, clochers, châteaux d'eau, silos, mais également usines et éoliennes ;
- le massif d'Orléans (l'orléanais forestier) par un important ensemble boisé composé d'une multitude de clairières. Cette ancienne forêt royale constitue aujourd'hui 50 000 ha de forêt domaniale. Cet espace boisé crée dans le territoire une césure Nord/Sud ;
- le Gâtinais de l'ouest, entre vallée de l'Essonne et vallée du Loing, par un vaste plateau céréalier composé de boisements, villages, mouvements de relief, rivières et leurs rives arborées.

Dans un paysage plat et largement dégagé l'implantation d'éoliennes a donc un impact fort. La perception des éoliennes est arrêtée au Sud par la forêt d'Orléans.

Ce projet est implanté dans l'espace de respiration mis en place entre les territoires n° 2 « Plaine du Nord du Loiret » et n°3 « grande Beauce » des zones identifiées comme favorables au développement de l'énergie éolienne d'après le Schéma Régional Éolien annexé au Schéma Régional du Climat de l'Air et de l'Énergie du Centre, validé par le Préfet de région par arrêté préfectoral n° 12.120 du 28 juin 2012.

**La zone d'implantation du projet, bien qu'en limite de la zone n°2, est située à l'extérieur de celle-ci.**

### ***Principe de fonctionnement***

La production d'électricité éolienne repose sur la transformation d'une énergie mécanique (le vent et le mouvement des pales) en énergie électrique.

Les pales de chaque aérogénérateur tournent à une vitesse comprise entre 6 et 17 tours par minute. Le mouvement lent du rotor est ensuite accéléré par un multiplicateur et l'énergie mécanique créée est transformée en énergie électrique par le générateur. L'électricité ainsi produite à une tension d'environ 690 volts est traitée grâce à un convertisseur puis la tension est augmentée à 20 000 volts par un transformateur installé au niveau de la nacelle ou au pied du mât. L'électricité est acheminée par câble enterré jusqu'au poste de livraison où elle transite avant d'être injectée sur le réseau public via le poste source.

### ***Cadre administratif de l'instruction***

En application de l'ordonnance n°2014-355 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'une procédure autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), la demande d'autorisation unique est instruite selon la procédure d'autoriser d'exploiter au titre de la législation ICPE ; législation applicable aux éoliennes depuis leur inscription au régime des ICPE en application du décret n°2011-984 modifiant la nomenclature des ICPE.

Cette procédure fait toutefois l'objet de quelques aménagements, en application du décret n°2014-450 du 2 mai 2014 relatif à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement.

Le fonctionnement de la présente installation est encadré par les dispositions réglementaires fixées par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié, relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à

autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Ces dispositions ont pour objet de maîtriser les risques et nuisances de l'installation sur les enjeux visés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

La remise en état du site dans le cadre de la cessation d'activité de l'installation incombe à l'exploitant en application de l'article L. 515-46 du code de l'environnement (cet article reprend les dispositions de l'article L. 553-3 du même code, désormais abrogé). Les conditions de remise en état sont définies par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié, relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

La société Ferme Eolienne des Breuils s'est engagée, dans son dossier de demande d'autorisation unique, à respecter l'ensemble des prescriptions imposées par les arrêtés ministériels précités. De même, le pétitionnaire doit garantir la conformité des travaux projetés avec les exigences fixées à l'article L. 421-6 du code de l'urbanisme.

### ***Contraintes d'implantation***

Les 4 aérogénérateurs et le poste de livraison sont implantés sur les parcelles YO8, YO12, YO13, YO14, YM18, YM19, YM22 et YM23 de la commune d'Aschères-le-Marché, dotée d'un Plan Local d'Urbanisme approuvé en mai 2010. Le parc éolien est situé en zone agricole (zone A), zone compatible avec le développement de l'éolien. Le demandeur a recueilli toutes les autorisations et accords des propriétaires des parcelles concernées.

Les contraintes d'implantation des aérogénérateurs sont définies par la section 2 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié, relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

En application des articles 3 et 5 de l'arrêté du 26 août 2011, la présente installation est implantée de telle sorte que les aérogénérateurs du parc soient situés :

- A plus de 500 m des premières constructions à usage d'habitation, immeubles à usage d'habitation ou des zones destinées à l'habitation telles que définies dans les documents d'urbanisme opposables en vigueur au 13 juillet 2010. *Les constructions les plus proches de l'installation sont situées respectivement à 800 m de l'aérogénérateur n° 3 et à 820 m de l'aérogénérateur n° 1.*
- A plus de 300 mètres d'une installation nucléaire de base ou d'une installation classée pour l'environnement soumise à la directive Seveso.
- A plus de 250 mètres d'un bâtiment à usage de bureaux.

Par ailleurs, en application de l'article 4 de l'arrêté du 26 août 2011, la présente installation respecte les distances minimales d'éloignement pour prévenir les perturbations de fonctionnement des radars et des aides à la navigation utilisés dans le cadre des missions de sécurité de la navigation aérienne et de sécurité météorologique des personnes et des biens.

## **2 - Procédure d'instruction**

### ***Accords et avis consultatifs obligatoires***

En application du décret n°2014-450 du 2 mai 2014 relatif à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement, la présente demande :

- bénéficie de l'accord sans réserve :
  - de la Direction Générale de l'Aviation Civile en date du 28 septembre 2016 ;

- du Ministère de la Défense en date du 21 octobre 2016 ;
- de Météo-France en date du 13 septembre 2016.

Toutefois, chaque éolienne doit être équipée d'un balisage nocturne, en application de l'arrêté du 25 juillet 1990, relatif aux installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation, conformément aux spécifications de l'arrêté du 13 novembre 2009 modifié, relatif à la réalisation du balisage des éoliennes en dehors des zones grevées de servitudes aéronautiques.

### **Avis de l'autorité environnementale**

L'autorité environnementale a émis le 15 décembre 2016 un avis sur le dossier de demande d'autorisation unique. Cet avis a été joint au dossier lors de l'enquête publique.

L'avis de l'autorité environnementale souligne en particulier les aspects suivants :

Concernant l'impact du projet sur la biodiversité :

*« Les mesures de réduction sont correctement décrites et consistent essentiellement en l'adaptation du calendrier des travaux pour prendre en compte les périodes de sensibilité de l'avifaune. Concernant les suivis de mortalité, bien que l'effort de prospection envisagé (quatre séries de quatre passages sur la première année d'exploitation) semble proportionné aux enjeux détectés, il serait plus pertinent d'opter, en terme de calendrier, pour les périodes de migration (printemps et automne), souvent à risques, y compris pour les chauves-souris. »*

Concernant l'impact du projet sur le paysage et le patrimoine historique :

***« Le risque de saturation visuelle et d'encerclement révèle une sensibilité notable pour les communes d'Aschères-le-Marché, Crottes-en-Pithiverais et Teillay-Saint-Benoît. L'analyse des photomontages proposée dans ce dossier nuance ce risque à l'intérieur des villages en raison de l'absence de visibilité des éoliennes depuis les espaces publics. En revanche, l'étude signale qu'une seule sortie de bourg, celui de Crottes-en-Pithiverais, est réellement concernée par le phénomène de saturation visuelle. ... Un seul impact paysager important a été relevé : une co-visibilité du projet avec l'église d'Aschères-le-Marché depuis une route secondaire. »***

Concernant l'impact sonore du projet :

*« En revanche, il est mis en évidence des risques de dépassement ponctuel des émergences réglementaires, fixées par l'arrêté du 26 août 2011 sur les zones à émergences réglementées, en deux points, sous certaines conditions de vent. Il a donc été défini, à bon escient, un plan de gestion du fonctionnement (plan de bridage) qui permet le respect de la réglementation en termes d'émergences et de bruit ambiant. »*

Concernant l'articulation du projet avec les plans et programmes concernés

***« Via-à-vis du schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie de la région Centre-Val de Loire et son annexe, le schéma régional éolien, le dossier présente le positionnement du projet dans l'espace de respiration situé entre les zones favorables n°2 et n°3 de ce schéma. »***

L'autorité environnementale précise en conclusion :

*« Le contenu de l'étude d'impact et de l'étude des dangers est en relation avec l'importance des effets et des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement.*

*Le dossier prend bien en compte les incidences directes, indirectes, permanentes ou temporaires du projet sur l'ensemble des enjeux environnementaux identifiés.*

*Par ailleurs, au vu des impacts réels ou potentiels présentés, l'étude présente de manière détaillée les mesures pour supprimer, réduire ou compenser les incidences du projet. Ces mesures sont cohérentes avec l'analyse des enjeux environnementaux*



*et les effets potentiels du projet, le pétitionnaire ayant prévu la mise en œuvre d'un plan de bridage des installations afin de limiter l'émergence induite par l'installation. A ce titre, l'autorité environnementale recommande qu'une mesure des niveaux sonores soit réalisée dans les 6 mois suivant la mise en service de l'installation. »*

### **Déroulé de l'enquête publique**

L'enquête publique prescrite par arrêté du 20 décembre 2016 s'est déroulée du 23 janvier au 24 février 2017 inclus.

Cette enquête a concerné les seize communes suivantes, toutes sur le département du Loiret : **ASCHÈRES-LE-MARCHÉ**, ATTRAY, BAZOCHES-LES-GALLERANDES, BOUGY-LEZ-NEUVILLE, BUCY-LE-ROI, CHAUSSY, CHILLEURS-AUX-BOIS, CROTTES-EN-PITHIVERAIS, LION-EN-BEAUCE, MONTIGNY, NEUVILLE-AUX-BOIS, OISON, RUAN, SAINT-LYE-LA-FORET, TRINAY, VILLEREAU.

Un peu moins d'une trentaine de personnes sont venues consulter le dossier :

- 14 avis (R1 à R14) ont été consignés sur le registre d'enquête, dont 10 défavorables et 3 favorables au projet ;
- onze courriers (L1 à L11) ont été adressés au commissaire enquêteur, dont 8 défavorables et 3 favorables au projet.

### **Examen des avis consignés dans le registre**

Il ressort de l'analyse des avis exprimés dans le registre, faite par le commissaire enquêteur, que les thèmes évoqués dans les avis défavorables portent, par ordre d'importance, sur :

- **l'impact paysager**, la pollution visuelle du balisage ou la dépréciation des biens immobiliers (9 avis),
- la dégradation des chemins d'accès (3 avis),
- les nuisances sonores et l'impact sur la santé (2 avis),
- d'autres remarques diverses (3 avis).

Les trois avis favorables portent sur l'intérêt d'exploiter les énergies renouvelables.

### **Examen des courriers reçus par le commissaire enquêteur**

Les courriers L1, L2, L3 et L9, défavorables au projet, ont été transmis par M. le Maire d'Aschères-le-Marché. Le courrier L9, daté du 22 février 2017, comporte plusieurs annexes. Les élus de la commune :

- constatent que le projet est situé au sud de la commune alors qu'il existe de nombreux parcs éoliens au nord de la commune,
- notent qu'une autre société étudie la faisabilité d'un parc éolien au nord de la commune,
- sont favorables à l'implantation d'un parc éolien au nord de la commune en raison d'une meilleure acceptation des impacts visuels et afin d'éviter l'effet d'encerclement.

Le courrier L4, défavorable au projet, a été transmis par la communauté de communes de la Forêt.

Les courriers L5 et L6, défavorables au projet, concernent les avis des conseils municipaux des communes de Chaussy et de Chilleurs-aux-Bois.

Les courriers L7 et L8, émis par des particuliers, sont favorables au projet.

Le courrier L10 du pétitionnaire, du 22 février 2017, apporte des éléments de réponse sur l'impossibilité de construire un parc éolien au nord de la commune d'Aschères-le-Marché.

Enfin, le courrier L11, défavorable au projet, a été transmis par la société de chasse « l'Aschéroise ».

### **Suites de l'enquête publique**

Le commissaire enquêteur a établi un procès-verbal de synthèse des observations recueillies, complété par ses propres interrogations. Ce document et une copie du courrier du 22 février 2017 de M. le Maire d'Aschères ont été remis et commentés par le commissaire enquêteur au représentant du pétitionnaire, le 28 février 2017.

### **Réponses apportées par le pétitionnaire**

Suite aux observations et interrogations exprimées par le public et par le commissaire enquêteur, le pétitionnaire a transmis un mémoire en réponse le 14 mars 2017 à ce dernier.

Il apporte donc des éléments de réponse aux 8 questions posées par le commissaire enquêteur, ainsi qu'aux observations émises par le public et la mairie d'Aschères-le-Marché.

Concernant le principal enjeu mis en évidence lors de l'enquête publique, qui reste l'**impact paysager**, les éléments de réponse fournis peuvent être synthétisés de la manière suivante :

Questions ou observations	Extraits des réponses du pétitionnaire
Pour quelles raisons ABO Wind a choisi une implantation au sud (plutôt qu'au Nord), à l'extérieur de la zone 2 du SRE ?	<p>Le choix du site est dû aux différentes servitudes, notamment aux servitudes radioélectriques militaires liées au radar Défense de la base militaire d'Orléans-Bricy.</p> <p>Depuis l'abrogation des zones de développement éolien, le SRE n'a plus de valeur réglementaire. Il conserve cependant une valeur indicative.</p> <p>Selon l'analyse de l'étude paysagère, aucune saturation visuelle n'est ressentie depuis les entrées et sortie du bourg d'Aschères-le-Marché car il s'agit d'un paysage à grande échelle, où malgré la présence d'éoliennes, les espaces de respiration visuelle restent importants.</p> <p>Le nord de la commune n'autorise pas l'implantation d'éoliennes.</p>
Une indemnisation des propriétaires est-elle envisagée si une perte de valeur de biens immobiliers est avérée suite à l'implantation du parc éolien ?	<p>L'impact d'un projet éolien sur le marché de l'immobilier n'est pas avéré. En effet, plusieurs études qui ont consisté à analyser le marché immobilier près des parcs éoliens (Cf. § II.3 « Économie », du présent mémoire), n'ont pas démontré un réel impact sur la valeur des habitations à proximité des éoliennes. Il n'est donc prévu aucune indemnité.</p>
Certaines vues ou absences de vues sur le futur parc et certaines absences de «co-visibilités» sont mises en doute par quelques personnes. Pour confirmer les affirmations du dossier résultant de modélisations numériques, et ainsi lever les doutes, ne serait-il pas possible de figurer le parc par des ballons placés aux altitudes adéquates et les photographier depuis les sites sensibles à l'intérieur du village ?	<p>Dans l'optique de confirmer les conclusions et la qualité de l'étude paysagère, et dans sa volonté de transparence envers les élus et la population, ABO Wind donne une suite favorable à la proposition du commissaire enquêteur qui consiste à <b>simuler le parc éolien par des ballons placés à hauteur de moyeu et en bout de pale et de les photographier depuis les sites à enjeux à l'intérieur du village pour confirmer la véracité des photomontages.</b></p>
Observation sur la pollution visuelle due au balisage des éoliennes.	<p>Le balisage des éoliennes est défini par l'arrêté du 30 septembre 2015 modifiant l'arrêté du 13 novembre 2009 et l'arrêté du 7 décembre 2010. Ces balisages imposés par l'aviation civile et militaire sont une nécessité pour assurer la sécurité des vols des aéronefs.</p> <p>Pour limiter la gêne occasionnée, le balisage des éoliennes sera synchronisé sur l'ensemble du parc éolien et de couleur rouge la nuit. En effet, la sensibilité de l'oeil humain à la lumière rouge est moins importante qu'à la lumière blanche, et ce à fortiori la nuit où l'éblouissement est le plus important.</p>

Questions ou observations	Extraits des réponses du pétitionnaire
Observations sur le paysage, le patrimoine et le cadre de vie	<p>Les photos de l'état initial n'ont pas pour objectif de se rapprocher de la vision « réelle ». Elles doivent illustrer l'analyse, identifier les éléments du paysage dans leur contexte. Elles témoignent de la structure du paysage concerné. Pour cela des panoramas ont été utilisés afin de montrer l'échelle de vision. Elles sont de qualité correcte et claire. Elles ne dissimulent pas des éléments de paysage.</p> <p>L'analyse des effets visuels des parcs et projets éoliens sur le village d'Aschères-le-Marché à l'aide de photomontages permet de faire le constat suivant : <i>« Compte tenu de leurs compositions régulières, ils créent de nouveaux points de repères dans la plaine agricole sans déstructurer le paysage perçu depuis la frange urbaine ni d'effet de mitage. Les photomontages panoramiques montrent que les liaisons visuelles entre la partie agglomérée et la campagne ne sont pas altérée par les parcs et projets. Ils n'occupent pas tout l'horizon de la vision panoramique, ils laissent échapper le regard vers le lointain. »</i></p> <p>En conclusion de l'analyse de la saturation visuelle depuis les villages proches, il est précisé qu'en dehors de la sortie Sud de Crottes-en-Pithiverais, aucune saturation visuelle n'est ressentie car <i>« il s'agit d'un paysage à grande échelle, où malgré la présence d'éoliennes, les espaces de respiration visuelle restent importants. »</i></p> <p><i>« Le village d'Aschères-le-Marché constitue par sa forme urbaine en étoile avec un noyau historique dense une particularité. L'étiement Est-Ouest du tissu urbain est très important, ce qui interroge sur sa qualification en tant que « village » et ce qui le rend moins sensible à la notion d'encerclement que l'on pourrait en déduire à partir des indices de la méthodologie de calcul de la saturation visuelle de la DREAL Centre-Val de Loire</i></p> <p><i>Du point de vue d'un voyageur, l'éolien constitue un nouveau repère dans ce paysage ouvert et il fait d'ores et déjà partie du nouveau paysage beauceron. Le présent projet constitue une forme compacte qui encombre peu l'horizon.</i></p> <p><i>Du point de vue des habitants, les lieux de vie quotidiens (espaces publics) sont largement préservés. En revanche, une grande partie des sorties des villages offrent une vue sur ces éoliennes. Dans la plupart des cas, elles sont implantées dans un paysage largement ouvert et par conséquent moins prégnantes. Des espaces de respiration importants évitent que la vue d'éoliennes ne s'impose aux riverains. »</i></p>
Observation sur la perte de la valeur des biens immobiliers	<p>Une évaluation de l'impact de l'énergie éolienne sur les biens immobiliers dans le contexte régional Nord-Pas-de Calais, menée par l'association Climat Energie Environnement, permet de quantifier l'impact sur l'immobilier (évolution du nombre de permis de construire demandés et des transactions effectuées entre 1998 et 2007 sur 240 communes ayant une perception visuelle d'au moins un parc éolien). Il ressort de cette étude que les communes proches des éoliennes n'ont pas connu de baisse apparente du nombre de demandes de permis de construire en raison de la présence visuelle des éoliennes. De même, le volume de transactions pour les terrains à bâtir a augmenté sans baisse significative en valeur au m<sup>2</sup> et le nombre de logements autorisés est également en hausse. Cette étude, menée sur une période de 10 ans, a permis de conclure que la visibilité d'éoliennes n'a pas d'impact sur une possible désaffection d'un territoire quant à l'acquisition d'un bien immobilier.</p> <p>Une étude menée par Renewable Energy Policy Project aux Etats-Unis en 2003 est basée sur l'analyse de 24 300 transactions immobilières dans un périmètre proche de dix parcs éoliens sur une période de six ans. L'étude a été menée trois ans avant l'implantation des parcs et trois ans après leur mise en fonctionnement. L'étude conclut que la présence d'un parc éolien n'influence aucunement les transactions immobilières dans un rayon de cinq kilomètres autour de ce dernier.</p> <p>Une autre étude menée par des chercheurs de l'université d'Oxford (Angleterre) permet de compléter l'étude citée précédemment. En effet, l'étude a permis de mettre en évidence que le nombre de transactions immobilières ne dépendait pas de la distance de l'habitation au parc. En effet, cette étude montre que la distance (de 0,5 mile à 8 miles) n'a aucune influence sur les ventes immobilières. L'étude conclut que souvent la « menace » de l'implantation d'un parc éolien est plus préjudiciable que la présence réelle d'un parc sur les transactions immobilières.</p> <p>Les retours d'expériences sur des parcs développés et construits par ABO Wind ne permettent pas non plus de conclure à un impact positif ou négatif à ce sujet.</p>

### **Avis du commissaire enquêteur**

#### Sur le plan du déroulé de l'enquête publique :

- Le commissaire enquêteur atteste que les mesures prévues par la réglementation en matière de publicité de l'enquête publique dans la presse et d'affichage dans les mairies des communes concernées par l'enquête publique et sur le lieu d'implantation du projet ont été respectées.
- « *L'enquête s'est déroulée dans un climat serein. Aucun incident n'est venu perturber son déroulement... faible participation du public...* »

#### Sur le plan de la qualité du dossier remis :

- Le commissaire enquêteur constate que le « dossier a été fourni par le pétitionnaire sous la forme d'un volumineux dossier papier (plus de 800 pages dont la plupart au format A2)... »

#### **Dans son rapport de conclusions, établi le 27 mars 2017, le commissaire enquêteur émet un avis favorable sur la demande d'autorisation unique sous réserve :**

- « *d'une part, de vérifier, avant autorisation, l'absence d'impact préjudiciable sur les « lieux de convivialité » au cœur du village et sur les monuments remarquables (église et halle couverte) en installant sur le terrain, pour figurer autant que possible la réalité des éoliennes projetées, des ballons gonflés à l'hélium à l'altitude prévue et au droit des points d'ancrage des aérogénérateurs,*
- *d'autre part, de s'engager à :*
  - *réaliser les travaux en dehors des périodes de nidification du Busard Saint Martin et de l'OEdicnème,*
  - *vérifier le respect des « émergences sonores » maximales réglementaires dans les conditions réelles par des mesures après la mise en service des installations et, le cas échéant, à ajuster le « bridage » des machines,*
  - *organiser un suivi de la mortalité des oiseaux et des chauves-souris pour vérifier les conclusions des études. »*

### **Avis des conseils municipaux**

Toutes les communes situées dans le rayon d'enquête publique de 6 km ont été consultées.

- **ASCHÈRES-LE-MARCHÉ** a émis un avis défavorable le 21 février 2017 (enjeux paysagers). En outre, un courrier du maire a transmis au préfet les mêmes éléments que ceux transmis au commissaire enquêteur (cf. rapport du commissaire enquêteur et mémoire en réponse du pétitionnaire) ;
- ATTRAY,
- BAZOCHES-LES-GALLERANDES,
- BOUGY-LEZ-NEUVILLE,
- BUCY-LE-ROI,
- CHAUSSY a émis un avis défavorable le 19 janvier 2017 transmis au commissaire enquêteur (avis non motivé),
- CHILLEURS-AUX-BOIS a émis un avis défavorable le 9 février 2017 transmis au commissaire enquêteur (enjeux paysagers),
- CROTTE-EN-PITHIVERAIS a émis un avis défavorable le 30 janvier 2017 (par solidarité avec la commune d'Aschères-le-Marché).
- LION-EN-BEAUCE,
- MONTIGNY a émis un avis défavorable le 3 mars 2017 (compte tenu de sa position sur le projet de Neuville-aux-Bois).
- NEUVILLE-AUX-BOIS a délibéré le 6 mars 2017 avec 12 voix pour, 5 voix contre et 9 abstentions.
- OISON,
- RUAN,

- SAINT-LYE-LA-FORET,
- TRINAY,
- VILLEREAU.

En conclusion, **5 communes sur 16** (dont 6 se sont exprimées) **ont émis un avis défavorable**.

#### ***Avis des services consultés***

##### Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire – Délégation territoriale du Loiret

Par courrier du 14 octobre 2016, l'ARS Centre-Val de Loire a émis un avis favorable au projet, sous réserve de la réalisation des mesures de bridage, proposées par le pétitionnaire, pour respecter les émergences réglementaires.

##### Direction Régionale des Affaires Culturelles – Service Régional de l'Archéologie

Par courrier du 5 octobre 2016, la DRAC précise que le dossier présenté n'appelle aucune observation particulière de sa part.

##### Institut National de l'Origine et de la Qualité

L'INAO a indiqué par courrier du 2 décembre 2016, qu'il n'émettait aucune objection sur le projet.

##### Service Départemental d'Incendie et de Secours du Loiret

Par courrier du 13 janvier 2017, le SDIS a émis un avis favorable au projet.

##### Conseil Départemental du Loiret

Par courrier du 21 février 2017, le Conseil Départemental indique, au titre de la gestion du domaine public routier, qu'il convient de respecter une distance minimale égale à la hauteur totale de l'éolienne (mât et pales) augmentée de 20 mètres entre le bord de la chaussée départementale et la base de l'éolienne (en limite extérieure la plus proche).

Seule l'autoroute A19 est située à proximité du projet, à plus de 175 mètres de l'éolienne la plus proche (> 147m+20m). Les routes départementales n°11 et 97 sont situées à des distances beaucoup plus importantes.

##### Communauté de Communes de la Forêt

Le conseil communautaire a émis un avis défavorable le 18 janvier 2017 (par solidarité avec la commune d'Aschères-le-Marché).

### **3 - Mesures prises pour préserver l'environnement du site**

#### ***Impacts sur l'air***

En fonctionnement, ce type d'activité ne génère pas d'émission polluante dans l'atmosphère (poussières, particules toxiques...).

Les impacts sur la qualité de l'air sont limités et liés à la phase de travaux, et concernent :

- L'envol de poussières, majoritairement si le chantier est réalisé en période sèche ;
- L'émission de gaz d'échappement par les engins de construction/déconstruction.

Toutefois, le pétitionnaire précise que le site étant implanté dans une zone faiblement urbanisée, les éoliennes étant à plus de 800 m des premières habitations, les impacts seront faibles et limités dans le temps.

### ***Impacts sur les eaux superficielles***

Aucun cours d'eau ne traverse le site. Les cours d'eau les plus proches sont les ruisseaux « Le Nant », qui coule à environ 2,4 km au sud-ouest du projet, et « La Laye du Nord », à 3,9 km au sud-est. La commune d'Achères-le-Marché est située dans le bassin Loire-Bretagne.

Les seules pollutions accidentelles pouvant avoir lieu lors de la phase d'exploitation sont liées aux opérations de maintenance, la probabilité d'un tel événement étant relativement faible.

L'impact du projet sur les eaux superficielles est donc négligeable.

### ***Impacts sur les eaux souterraines***

Concernant les eaux souterraines, le projet se situe au niveau de l'aquifère « Calcaires de Pithiviers et de l'Orléanais, 107AA », qui est une formation sédimentaire et qui correspond à la partie supérieure des calcaires de Beauce. Elle s'étend sur l'ensemble du territoire géographique de la Beauce, entre les bassins de la Seine et de la Loire. Le niveau de la nappe est estimé à une trentaine de mètres de profondeur au droit du site.

Le périmètre d'implantation du projet n'est pas situé dans un périmètre de captage d'eau potable.

Le projet en tant que tel ne nécessitera aucun prélèvement d'eau sur le site aussi bien en phase travaux qu'en phase d'exploitation.

En phase d'exploitation, le parc n'est pas de nature à entraîner une pollution des eaux de surface et souterraines ni en mode de fonctionnement normal ni en mode de fonctionnement dégradé. Le mât de chaque aérogénérateur est conçu de manière étanche, afin de garantir que tous les fluides nécessaires au fonctionnement des machines restent confinés. La base de la tour constitue une cuvette de rétention facilitant la récupération du produit par une société spécialisée.

Les principales phases à risques concernent les périodes de chantiers de construction/déconstruction et les périodes de maintenance. Toutefois, sous réserve du respect des dispositions réglementaires, l'impact du projet sur les eaux souterraines est négligeable.

### ***Impacts sur les sols et le sous-sol***

Les impacts sur les sols se limitent à l'occupation d'espaces nouveaux. Par ailleurs en phase de chantier, les excavations liées à la réalisation des fondations et le creusement des tranchées des réseaux de câblage sont autant d'opérations susceptibles de déstructurer le sol et de le rendre plus sensible à l'érosion sous l'action de l'eau et/ou du vent.

Pendant la phase de fonctionnement, les parcs ne sont pas de nature à entraîner une pollution des sols et des sous-sols, ni en mode de fonctionnement normal, ni en mode de fonctionnement dégradé.

La présence des aérogénérateurs reste compatible avec l'exploitation des terres en culture. Les terrains occupés feront l'objet d'une location visant à compenser la perte induite et seront remis en état, dès la fin d'exploitation des installations et quel que soit le motif de la cessation de l'activité.

Le terrain étant ici utilisé pour un usage agricole, l'excavation des fondations sera faite sur une profondeur minimale de 1 mètre et la terre sera remplacée par de la terre agricole de caractéristiques comparables aux terres placées à proximité de l'installation.

### ***Impacts liés aux déchets***

Les installations en fonctionnement génèrent peu de déchets à l'exception des solvants, des huiles et graisses usagées ainsi que du liquide de refroidissement lors des opérations de maintenance.

En phase de démantèlement, les principaux déchets sont des déchets métalliques et plastiques, ainsi que des huiles usagées.

L'ensemble de ces déchets seront évacués du site pour être envoyés vers des centres de traitement autorisés.

### ***Impacts liés au bruit***

Une étude de modélisation du niveau acoustique a été réalisée en tenant compte du positionnement des aérogénérateurs et de l'environnement bâti. 6 points de mesure (P1 à P6) ont été implantés près des habitations, les plus proches autour du projet, afin de caractériser le niveau de bruit ambiant et d'évaluer sa compatibilité avec l'implantation du parc éolien.

Une étude de modélisation du niveau acoustique a été réalisée par la société GANTHA en tenant compte du positionnement des aérogénérateurs, de leur signature acoustique et de l'emplacement des habitations riveraines. L'analyse des émergences globales fait apparaître un risque de dépassement des seuils réglementaires aux points P2 (La Boutarderie) et P3 (Luyère) en période de nuit, pour les vitesses de vent supérieure à 6 m/s à 10 m du sol.

L'étude conclut que le parc éolien respectera les niveaux d'émergence réglementaire vis-à-vis des habitations les plus exposées et les niveaux sonores maximums admissibles :

- de jour, indépendamment du régime de vents ;
- de nuit, sous réserve de mise en place d'un plan de fonctionnement avec bridage, partiel ou complet, de certaines machines et sous certaines conditions de vents.

### ***Impacts liés aux vibrations***

En fonctionnement, les aérogénérateurs peuvent engendrer de faibles vibrations qui sont transmises au sol par le mât puis les fondations et qui peuvent être renforcées par la nature du sous-sol. Néanmoins, la distance d'éloignement du parc par rapport aux habitations permet de s'affranchir de vibrations perceptibles par les riverains.

### ***Impacts liés aux ondes électromagnétiques***

Les ondes électromagnétiques sont principalement liées au générateur présent dans la nacelle, au poste de livraison et aux câbles électriques souterrains.

Ainsi, conformément à l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié, relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, l'installation est implantée de telle sorte que les habitations ne soient pas exposées à un champ magnétique émanant des aérogénérateurs supérieur à 100 microteslas à 50-60 Hz.

### ***Impacts liés aux effets stroboscopiques***

Le phénomène de battement d'ombre, qui se produit au cours des périodes de l'année où le soleil est bas et le ciel dégagé, est très ponctuel. Les distances d'éloignement par rapport aux premières habitations garantissent l'absence d'effets pour les populations.

### ***Impacts sur le paysage et le patrimoine***

La réalisation de l'étude paysagère a été confiée à l'agence Viola Thomassen Paysagistes. 3 variantes ont été étudiées et 60 photomontages ont été réalisés.

Le projet est situé à proximité de l'église d'Aschères-le-Marché (monument historique inscrit). L'étude d'impact a mis en évidence une situation de covisibilité avec celle-ci depuis la route départementale 11, au nord de la commune.

Par ailleurs, la commune d'ASCHERES-LE-MARCHE est située partiellement dans la zone n° 2 « Plaine du Nord du Loiret » identifiée comme favorable au développement de l'énergie éolienne, d'après le Schéma Régional Éolien. Les enjeux identifiés et le point de vigilance décrits dans la note de présentation de cette zone, notamment le Château de Chamerolles, ont été pris en compte dans la conception du projet.

D'un point de vue paysager, le projet de la ferme éolienne des Breuils est implanté dans l'unité paysagère de la Beauce dont l'échelle est adaptée aux éoliennes. La composition du parc est cohérente avec la structure du paysage, elle s'appuie sur l'autoroute A19, suivant ainsi la ligne organisatrice du paysage. Le projet, composé de 4 éoliennes, constitue une forme compacte qui encombre peu l'horizon, et par conséquent les vues vers le sud et la forêt d'Orléans. Selon l'analyse de l'étude paysagère, aucune saturation visuelle n'est ressentie depuis les entrées et sortie du bourg d'Aschères-le-Marché.

Enfin, afin de répondre à la principale recommandation du commissaire enquêteur, le pétitionnaire a organisé, le 16 mai 2017, une simulation visuelle du parc éolien à l'aide de ballons captifs gonflés à l'hélium. Cette simulation a permis aux habitants et aux élus de se rendre compte des proportions des éoliennes et de leur insertion dans le paysage. Cette simulation a également permis de confirmer l'exactitude des photomontages réalisés dans le cadre de l'étude paysagère **à l'exception d'un point de vue depuis la place de l'église d'Aschères-le-Marché où une partie des pales de certaines éoliennes seraient visibles.**

Pour **pallier ce constat**, le pétitionnaire a décidé de proposer un aménagement du projet, confirmé par un courrier de porter à connaissance du préfet le 18 mai 2017, **en réduisant la hauteur de l'éolienne la plus proche du bourg d'Aschères-le-Marché.** L'éolienne E03 serait donc composée d'un mât de 79 m (hauteur au moyeu) et culminerait à une hauteur de 136 m en bout de pale au lieu des 147 m initialement prévus. Cette diminution de 11 m permettrait de réduire de manière significative la visibilité du projet depuis la place de l'église.

### ***Impacts sur la faune***

La réalisation de l'étude faune et flore a été externalisée à l'Institut d'Écologie Appliquée.

Le site prévu pour l'implantation du parc éolien, occupé par des grandes cultures, présente peu d'enjeux en termes de flore et de milieux naturels. Aucune espèce végétale patrimoniale n'a été inventoriée. De même, les espèces d'oiseaux recensées, telles que l'Édicnème criard, le Busard Saint-Martin, le Pluvier doré et le Vanneau huppé, ne présentent pas d'enjeu important pour l'avifaune. Enfin, le peuplement inventorié des chauves-souris est peu diversifié (7 espèces), avec une nette prédominance de la Pipistrelle commune.

Les mesures d'insertion du projet, préconisées dans l'étude d'impact, devront, le cas échéant, être mises en œuvre, voire adaptées pour les suivis, avec les modalités suivantes :

- commencement des travaux de terrassement et montage hors de la période de reproduction de l'avifaune (mi-mars à fin juillet) ;
- suivi de la mortalité des oiseaux et des chauves-souris la première année d'exploitation, avec quatre séries de quatre passages sur l'année, sur toutes les éoliennes du parc (selon le protocole national). Toutefois, il conviendra de privilégier ces suivis sur la période de mi-avril à mi-juin pour le printemps, et de mi-août à mi-octobre, pour l'automne (deux séries de quatre passages sur chaque période). Si la mortalité se révélait significative à l'issue de ce suivi, une deuxième année devra être mise en œuvre, éventuellement avec une fréquence de passages plus élevée et couplé à un suivi de l'activité. Enfin, un protocole de bridage des éoliennes pourrait être envisagé en cas de mortalité notable, et serait défini en concertation avec les services de l'Etat.

### ***Risques accidentels liés au projet***

Au regard de l'étude accidentologique réalisée, il apparaît que les principaux risques identifiés sont l'effondrement de l'aérogénérateur, la projection de fragments de pale voire de pale entière, la projection de glace, la chute d'éléments de la machine ou de glace et l'incendie.



Les données de caractérisation en termes de probabilité, de gravité et de cinétique sont déduites de l'accidentologie et adaptées au contexte local.

Les dispositions d'éloignement des enjeux et de contrôle de l'installation, prises conformément à l'arrêté ministériel du 26 août 2011, permettent de prévenir ces risques ou d'en rendre les conséquences acceptables.

### **Conditions de remise en état**

Le pétitionnaire doit respecter les dispositions des arrêtés ministériels du 26 août 2011 en matière de remise en état, de constitution et de révision du montant des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent qui prévoient que :

- Le site des installations soit placé dans un état tel qu'il ne puisse pas porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site identique à celui déjà en place avant exploitation des installations, soit un usage exclusivement agricole.
- Qu'à ce titre, les opérations de démantèlement et de remise en état des installations définies à l'article R. 553-6 du code de l'environnement prévoient :
  1. Le démantèlement des installations de production d'électricité, des postes de livraison ainsi que des câbles dans un rayon de 10 mètres autour des aérogénérateurs et des postes de livraison.
  2. L'excavation des fondations et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres en place à proximité de l'installation :
    - sur une profondeur minimale de 30 centimètres lorsque les terrains ne sont pas utilisés pour un usage agricole au titre du document d'urbanisme opposable et que la présence de roche massive ne permet pas une excavation plus importante ;
    - sur une profondeur minimale de 2 mètres dans les terrains à usage forestier au titre du document d'urbanisme opposable ;
    - sur une profondeur minimale de 1 mètre dans les autres cas.
  3. La remise en état qui consiste à décaisser des aires de grutage et des chemins d'accès sur une profondeur de 40 centimètres et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres à proximité de l'installation, sauf si le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation souhaite leur maintien en l'état.
- Les déchets de démolition et de démantèlement doivent être valorisés ou éliminés dans les filières dûment autorisées à cet effet.

Par ailleurs, en application des articles R. 553-1 à R. 553-4 du code de l'environnement, le pétitionnaire s'engage à constituer des garanties financières. Le montant initial de ces garanties financières est à calculer, en application de l'article 4 et de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié, relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent. Ce montant s'élève à **206 018 euros TTC**, selon indice TP01 et taux de TVA de janvier 2017.

Conformément à l'article R. 512-5 du code de l'environnement, le pétitionnaire précise dans sa demande d'autorisation d'exploiter les modalités des garanties financières, à savoir leur constitution avant la mise en service industrielle de l'installation comme le prévoit l'article R. 553-1 du code de l'environnement, par un acte de cautionnement solidaire auprès d'un établissement bancaire ou d'un fonds de garantie.

Ces garanties financières visent à couvrir les opérations de remise en état du site en cas de défaillance de l'exploitant. Elles résultent d'un engagement écrit d'un établissement de crédit, d'une entreprise d'assurance ou d'une société de caution mutuelle.

### ***Dispositions retenues dans le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation***

Le champ d'application de l'autorisation unique regroupe plusieurs autorisations autrefois délivrées au titre de législations différentes. Si l'autorisation unique permet de déroger aux règles de procédure de chacune des autorisations contenues dans son champ d'application, les dispositions des législations en vertu desquelles elle est délivrée restent applicables.

Les prescriptions des arrêtés ministériels pris en application de ces législations sont donc applicables de droit à l'installation objet de la demande déposée par la société Ferme Eolienne des Breuils. Ces arrêtés ministériels constituent un cadre homogène au niveau national sur des thématiques transversales indépendantes des problématiques locales de territoire.

Le ministère en charge de l'environnement demande par conséquent que l'arrêté préfectoral d'autorisation unique se concentre sur les enjeux environnementaux locaux ou sur les engagements pris par le demandeur dans son dossier de demande. À cet effet, il a élaboré un modèle d'arrêté pour harmoniser les pratiques, qui constitue un référentiel commun aux services instructeurs. Ce modèle d'arrêté est découpé en plusieurs titres correspondants aux corpus législatifs visés par le champ de l'autorisation unique.

Le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation unique annexé au présent rapport respecte ces instructions.

Les dispositions retenues se rapportent, d'une part, aux préconisations formulées par le commissaire enquêteur et les services de l'État consultés, en relation avec les enjeux environnementaux locaux et, d'autre part, aux engagements particuliers pris par le demandeur dans son dossier de demande d'autorisation unique et permettant de maîtriser les impacts sur ces enjeux.

En conséquence, sont reprises dans le présent projet d'arrêté préfectoral les prescriptions relatives aux engagements pris par le pétitionnaire en matière de maîtrise des risques et nuisances suivantes :

- Article 1.3 – Les coordonnées Lambert des éoliennes garantissant :
  - le respect des distances d'éloignement vis-à-vis des enjeux, notamment des riverains, de la faune, de la flore et les contraintes radars et aéronautiques ;
  - la maîtrise de la prégnance du parc vis-à-vis du paysage.
- Article 2.1 – Les caractéristiques techniques des machines garantissant :
  - la maîtrise de la prégnance du parc vis-à-vis du paysage.
- Article 2.4 - Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux locaux (biodiversité et paysage).
- Article 2.5 – Les mesures liées aux phases de travaux (construction ou démantèlement).
- Article 2.6 – La mise en place d'un plan de fonctionnement avec bridage des éoliennes et la réalisation d'une mesure des niveaux de bruit après réception du parc.
- Article 2.8 – L'usage futur des terrains à retenir au terme de l'exploitation du parc éolien.

### ***Propositions supplémentaires introduites dans l'arrêté par les services instructeurs***

Outre les prescriptions proposées par la DREAL dans les articles 2.4, 2.5, 2.6 et 3.2, compte tenu des engagements de l'exploitant et des réserves émises notamment par le commissaire enquêteur et l'ARS, plusieurs prescriptions supplémentaires ont été ajoutées :

- par la DDT

- Article 3.1 – Réalisation d'une étude géotechnique.

- par la DREAL

- Article 2.3 – Montant des garanties financières.
- Articles 4.1 à 4.3 - Approbation d'un projet d'ouvrage au titre de l'article L. 323-11 du code de l'énergie.

#### **4 - Avis des services instructeurs**

La SARL Ferme Eolienne des Breuils a déposé un dossier de demande d'autorisation unique concernant un parc éolien composé de 4 aérogénérateurs et de 1 poste de livraison électrique, qui détaille les précautions nécessaires à la protection de l'environnement et à la sécurité des biens et des personnes, liées aux risques chroniques ou accidentels prévisibles des installations.

##### ***Autorisation au titre du code de l'urbanisme (permis de construire)***

Le service chargé de l'urbanisme de la DDT a émis un avis favorable sur l'aspect permis de construire. Le projet est conforme à l'ensemble des articles de la zone A du règlement du PLU. Il est à noter l'absence de servitude d'utilité publique dans le périmètre du projet.

##### ***Autorisation au titre du code de l'énergie***

Le service chargé de l'énergie de la DREAL a émis un avis favorable au titre du code de l'énergie. Le projet répond aux objectifs internationaux et nationaux de développement des énergies renouvelables et contribue aux objectifs définis dans le Schéma Régional Climat Air Énergie.

##### ***Autorisation ICPE au titre du code de l'environnement***

Le demandeur a apporté des éléments de réponse factuels et adaptés aux observations formulées par le public au cours de l'enquête publique.

Au regard des dispositions contenues dans le dossier du demandeur et des précisions complémentaires apportées au cours de l'instruction, il s'avère que des mesures compensatoires sont prévues pour limiter les nuisances et les risques générés par l'installation, notamment en ce qui concerne :

- la préservation des enjeux de biodiversité. Outre des suivis ornithologiques et chiroptérologiques obligatoires, une mesure de réduction visant à définir une période de travaux adaptée à l'avifaune nicheuse a été définie ;
- la réduction de l'impact sur le paysage et le patrimoine, dans la mesure du possible, notamment en réduisant la hauteur d'une éolienne ;
- les mesures de prévention liées aux phases de travaux (construction ou démantèlement) ;
- la mise en place d'un plan de fonctionnement avec bridage des éoliennes et la réalisation d'une mesure des niveaux de bruit après réception du parc.

**Dans ces conditions, l'inspection des installations classées considère que le demandeur a pris convenablement en compte les enjeux et a prévu les mesures préventives et compensatoires nécessaires, afin de limiter les risques et les impacts de son installation et d'en maîtriser les conséquences.**

## **5 - Conclusion et propositions de l'inspection**

Au vu des éléments fournis par la SARL Ferme Eolienne des Breuils dans son dossier de demande d'autorisation d'exploiter, des avis formulés lors de la consultation du public et des services de l'État et des réponses apportées par le pétitionnaire ;

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation préfectorale unique au titre du titre 1<sup>er</sup> de l'ordonnance n° 2014-355 du 20 mars 2014 susvisée ;

CONSIDÉRANT que la commune d'ASCHERES-LE-MARCHE est située partiellement dans la zone n° 2 « Plaine du Nord du Loiret » identifiée comme favorable au développement de l'énergie éolienne, d'après le Schéma Régional Éolien ;

CONSIDÉRANT que, malgré la situation du projet de parc éolien en limite de la zone n°2 précitée, les enjeux identifiés et le point de vigilance décrits dans la note de présentation de cette zone ont été pris en compte dans la conception du projet ;

CONSIDÉRANT que, selon l'analyse de l'étude paysagère transmise par le pétitionnaire, aucune saturation visuelle n'est ressentie depuis les entrées et sortie du bourg d'ASCHÈRES-LE-MARCHÉ ;

CONSIDÉRANT que, malgré les avis défavorables émis par les conseils municipaux des communes d'ASCHERES-LE-MARCHE, CHAUSSY, CHILLEURS-AUX-BOIS, CROTTES-EN-PITHIVERAIS et MONTIGNY, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable au vu des éléments de réponse apportés par le pétitionnaire ;

CONSIDÉRANT que, dans son avis, le commissaire enquêteur demande *« de vérifier, avant autorisation, l'absence d'impact préjudiciable sur les « lieux de convivialité » au cœur du village et sur les monuments remarquables (église et halle couverte) en installant sur le terrain, pour figurer autant que possible la réalité des éoliennes projetées, des ballons gonflés à l'hélium à l'altitude prévue et au droit des points d'ancrage des aérogénérateurs »* ;

CONSIDÉRANT les résultats de la simulation visuelle du parc éolien à l'aide de ballons captifs gonflés à l'hélium, réalisée par le pétitionnaire le 16 mai 2017 ;

CONSIDÉRANT que cette simulation a permis aux habitants et aux élus de se rendre compte des proportions des éoliennes et de leur insertion dans le paysage ;

CONSIDÉRANT que cette simulation a également permis de confirmer l'exactitude des photomontages réalisés dans le cadre de l'étude paysagère à l'exception d'un point de vue depuis la place de l'église d'Aschères-le-Marché où une partie des pales de certaines éoliennes seraient visibles ;

CONSIDÉRANT que la réduction de onze mètres, proposée par le pétitionnaire le 18 mai 2017, de la hauteur de l'aérogénérateur n° E03 le plus proche d'Aschères-le-Marché, permet de réduire de manière significative la visibilité du projet depuis la place de l'église ;

CONSIDÉRANT que, conformément aux réserves émises par le commissaire enquêteur, le pétitionnaire s'est engagé à réaliser les travaux en dehors des périodes de nidification du Busard Saint Martin et de l'OEdicnème, à vérifier le respect des « émergences sonores » maximales réglementaires dans les conditions réelles par des mesures après la mise en service des installations, à ajuster si nécessaire le « bridage » des machines et organiser un suivi de la mortalité des oiseaux et des chauves-souris pour vérifier les conclusions des études.

CONSIDÉRANT que des prescriptions spécifiques, relatives aux engagements pris par le pétitionnaire en matière de maîtrise des risques et nuisances, sont reprises dans le présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que l'ensemble des réserves émises notamment par le commissaire enquêteur et l'Agence régionale de santé ont été prises en compte ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant, notamment le plan de bridage des aérogénérateurs à certaines plages de vent sont de nature à prévenir les nuisances sonores présentées par les installations ;

L'inspection des installations classées considère que les mesures envisagées sont de nature à prévenir les nuisances vis-à-vis de l'environnement et des tiers, et de limiter les risques tout au long de la vie du parc éolien projeté par la société FERME EOLIENNE DES BREUILS sur le territoire de la commune d'Aschères-le-Marché.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de la Région Centre–Val de Loire d'autoriser l'exploitation de l'installation, sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport.

En application de l'article R. 553-9 du Code de l'environnement, le présent rapport et les dispositions du projet d'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter peuvent être présentés à la commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, en formation des sites et des paysages.

L'inspecteur de l'environnement

signé

Vu et transmis avec avis conforme à M. le préfet de la région Centre-Val de Loire, préfet du Loiret

Pour le directeur,

signé